



REVUE DE L'ECONOMIE MERIDIONALE

SOMMAIRE - Vol. 41 - 3/1993 - n° 163

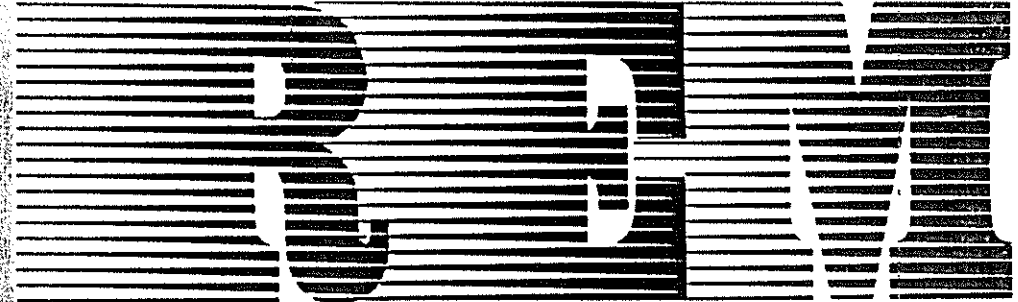
Pages

Un exemple d'espace rural multifonctionnel : la vallée du Tietar en Espagne par C. del CANTO FRESNO	3
Ombres et lumières sur l'évolution du Mezzogiorno : une référence à la dernière décennie par C. NARDI-SPILLER et R. VANTINI.	19
Pour une stratégie de développement insulaire par C.M. SOPHOULIS et I. SPILLANIS	33
Le retrait viticole et les condition de la diversification agricole en Languedoc- Roussillon par J.M TOUZARD	45
L'utilisation du territoire agricole après arrachage en Languedoc-Roussillon par R. BEN AMOR.	65
Vient de paraître	75

1993 - 3 VOL. 41

ISSN 0987 3813

N° 163



REVUE DE L'ECONOMIE MERIDIONALE

MEDITERRANEE

- HIRSCHMAN A.D. (1983)
Ascesa e declino dell'economia dello sviluppo e altri saggi, a cura di
Gunzburg A., Torino, Rosenberg et Sellier.
- ISTAT
Anuario Statistico Italiano, Roma, anni dal 1950 al 1990.
- LOMBARDINI S. (1992)
*Vecchi e nuovi problemi del Sud. In D'Antonio M., a cura di. Il
Mezzogiorno. Sviluppo a Stagnazione ?*, Bologna, Il Mulino.
- LOMBARDINI S. (1990)
Elements di politica economica, Torino, UTET.
- MARCIANI G.E. (1988)
"La pesca nel Mezzogiorno tra crisi e riassetamento", *Rivista Economica
del Mezzogiorno*, n° 2, pp. 295-312.
- MARCIANI G.E. (1989)
"Competitività e diversificazioni nell'agricoltura meridionale", *Rivista
Economia del Mezzogiorno*, n° 1, pp. 33-44.
- NARDI SPILLER C. et TOTOLA VACCARI M.G. (1992)
"La dimensione culturale dello sviluppo turistico: un riferimento
all'esperienza comunitaria europea", *Scienza e Cultura*, n° 6, pp. 145-
180.
- SCHUMPETER J.A. (1971)
Teoria dello sviluppo economico. Introduzione di Sylos Labini P.,
Firenze, Biblioteca Sansoni.
- SPILLER C., TONDINI G. et TOTOLA M.G. (1990)
"L'impatto ambientale dell'attività turistica", *Rivista Internazionale di
Scienze Economiche e Commerciali*, marzo, p. 269-282.
- WOLLEB E. et WOLLEB G. (1988)
"La diseguaglianza nella distribuzione territoriale del reddito disponibile
delle famiglie", *Rivista Economia del Mezzogiorno*, n° 2, pp. 233-260.

POUR UNE STRATEGIE
DE DEVELOPPEMENT INSULAIRE
par
Costas M. SOPHIOULIS
et
Ioannis SPILANIS (*)

RESUME

La situation de sous-développement des îles est le résultat de la marginalisation de leurs économies due à la prédominance, du modèle de l'économie de marché, incompatible avec la plupart des caractéristiques insulaires. Les changements qui interviennent aujourd'hui dans tous les domaines créent de nouvelles perspectives pour leur développement et demandent une nouvelle approche de la question.

Les auteurs proposent ici une classification des îles en catégories selon leurs caractéristiques.

MOTS CLES

Europe - Typologie des îles - stratégies de développement insulaire - tourisme.

ABSTRACT

Islands underdeveloping situation is resulting of marginalizing the of their economies, because of predominance of market model, incompatible with most characteristics of islands. To day, with changings in every field, new prospects of developing ask a new approach of the problem. Classification of islands in categories in accordance with their characteristics constitute a necessity.

KEY WORDS

Europe - Islands typology - Islands development strategies - Tourism.

(*) Département des Etudes Environnementales, Université d'Épée, Élysiens (Grèce)

Nous partons du constat que les îles, soit les îles-petits Etats soit les îles-régions, sont généralement classées parmi les espaces les moins développées. En effet, si on examine les indices concernant le produit intérieur brut (PIB) par habitant, le taux d'industrialisation, le taux de l'emploi dans les secteurs primaire et tertiaire traditionnels etc. des îles -et plus précisément des régions insulaires des pays européens qui constituent l'objet particulier de nos recherches- nous constatons que, avec de rares exceptions, ils présentent des écarts importants par rapport aux indices moyens des régions continentales. Il faut noter également que ces écarts persistent depuis plusieurs décennies.

Cette première constatation d'un sous-développement relatif généralisé nous amène à dire que les problèmes rencontrés par les îles ne sont pas d'ordre conjoncturel mais d'ordre structurel ; par conséquent les politiques appliquées ne peuvent être efficaces que si elles essayent d'éliminer la ou les sources du problème. Toute autre solution ne pourra avoir d'autre effet que d'apaiser l'acuité des problèmes pour une période plus ou moins courte. Il faut alors chercher et préciser les causes desdits problèmes, afin de pouvoir proposer des politiques valables et efficaces.

Il convient avant d'aller plus loin dans notre analyse, de préciser le cadre dans lequel nous allons travailler, car cela influence les stratégies de développement qui sont applicables. Nous partons du constat qu'entre les îles existent d'importantes différences (taille, population, situation géographique, système administratif...) mais que cela ne doit pas mettre en cause l'utilité d'une approche globale du problème insulaire.

Evoquer seulement la définition de l'île comme un morceau de terre qui :

- est entouré de mer ;
- est plus petit qu'un continent ;
- n'est pas couvert par la mer pendant la marée haute ;
- est créé de façon naturelle ;
- n'est pas lié de façon fixe (soit tunnel, soit pont) au continent (Spilanis, 1992 pp. 151-152), n'est pas suffisamment précis.

Dans notre travail nous nous intéressons plus particulièrement :

- aux petites îles de moins de 500.000 habitants et 10 000 km² de superficie (Hess, 1990 p. 3).
- aux îles qui ne sont pas des Etats autonomes mais qui font partie des Etats dont la grande partie est située sur un continent.
- aux îles sur le territoire desquelles n'est pas située la capitale nationale (restriction de la définition de l'île apportée par Eurostat pour des raisons liées aux besoins de la politique communautaire (Eurostat, 1990).

L'absence de l'île typique ne signifie pas que les îles n'ont pas de spécificités les distinguant nettement des autres régions. Ces spécificités peuvent être groupées en trois catégories (Spilanis, 1992 : 152-153) ;

- La petite taille quant à la superficie et à la population qui entraîne la limitation en matières premières et en ressources naturelles quant à leur quantité et à leur variété, l'étroitesse du marché et la limitation de la capacité de support (carrying capacity) d'activités du point de vue économique, social et environnemental ;
- la périphéricité et l'isolement qui constituent une double rupture : cela amène un accroissement des coûts de toutes sortes (coût de la vie, coût de fonctionnement de l'appareil économique, coût d'acquisition d'infrastructures) ;
- les valeurs culturelles et de l'identité vécue dont l'importance dans le processus de prise des décisions par les insulaires est significative (Codaccioni-Maistersheim, 1989 et Vernikos 1990).

Les spécificités insulaires et leurs effets ne doivent pas être confondues avec les caractéristiques attribuées souvent aux îles qui sont les signes et les conséquences de sous-développement (situation économique précaire, population clairsemée et vieillie ou population jeune avec un taux de chômage élevé et un niveau de qualification bas, manque d'infrastructure) ; la persistance de ces derniers fait qu'ils ont revêtu un caractère constant et même inhérent de l'insularité en se confondant avec les premiers.

LES ILES MARGINALISEES

Dans une large mesure, les îles ont été marginalisées pendant la période d'expansion et la domination absolue du modèle du marché dont les caractéristiques (production uniforme et en grande échelle, économies d'agglomération, efficacité économique, allocation optimale des ressources) ne correspondent pas aux spécificités insulaires. Le manque de ressources en grande quantité pouvant faire objet d'une production de masse capable de concurrencer des productions similaires effectuées leur porte préjudice. Leur marginalisation dépasse le seul champ économique et elle s'étend aux domaines politique, culturel, scientifique. Les îles vivent à l'écart des événements, sans être intégrées aux évolutions.

De plus, les changements intervenus dans le domaine des transports, surtout pendant la première moitié du siècle (plus précisément les changements du gabarit des bateaux qui peuvent faire de grands voyages sans escale, les changements des trajets, la perte de l'importance du transport maritime par rapport au transport aérien et terrestre) ont aggravé la situation; ils ont fait perdre aux îles leur avantage d'être placées sur les voies de communication les plus utilisées à

l'époque. Cela a provoqué la perte de la possibilité et de la capacité de créer de nouvelles richesses sur les îles. Jusqu'alors celles-ci provenaient essentiellement du commerce effectué par des bateaux appartenant aux insulaires et des activités de production -basées assez souvent sur des matières premières importées- qui ont perdu ainsi leur compétitivité et la raison d'être localisées sur les îles.

Produire sur une île devient alors non rentable et en tout cas moins rentable que de produire sur le continent. Autant de raisons qui *poussent* activités et personnes en dehors des îles. On constate alors une fuite des capitaux des îles qui provenaient de ces activités qui coïncidaient avec l'internationalisation du capital des armateurs. Cette évolution ne concerne pas les îles-colonies où le non-re-investissement sur place des capitaux gagnés grâce aux activités insulaires était une pratique habituelle.

Le résultat de cette évolution est la réduction de la base productive des économies insulaires et l'abandon progressif des îles par leur population en faveur de grandes métropoles nationales et de l'étranger. Ce phénomène est plus marquant dans les îles les plus petites qui sont totalement dépourvues de ressources exploitables à grande échelle. Dans certaines îles où une activité économique importante continue, elle est basée sur des avantages naturels absolus : extraction des minerais et production des produits agricoles tropicaux dans la majorité de cas. Le maintien d'un certain niveau d'activité économique (car on ne peut pas parler de développement) s'interrompt avec la fin du cycle de vie (life-cycle) du produit en question et l'économie insulaire entre dans un phase de déclin. Cette phase est d'autant plus douloureuse que l'activité en question domine complètement le tissu économique de l'île.

LES ILES DANS LE CADRE DE

L'ETAT-PROVIDENCE

Pendant la période de la croissance rapide de l'après-guerre il est admis que les interventions des Etats doivent aller dans la direction d'une répartition plus équitable des richesses créées par une diminution des écarts de niveau de vie. L'application de cette politique au niveau spatial passe par des politiques régionales et de l'aménagement du territoire qui sont élaborées à partir des années cinquante. Le développement des espaces sous-développés, et par conséquent des îles, est considéré alors comme un coût - tenant à établir une homogénéité portée par la société dans son ensemble à travers d'une politique adéquate des Etats.

Cela se fait pendant une période d'expansion du champ d'application du modèle dominant et dans la logique de l'intégration fonctionnelle de nouveaux espaces afin d'assurer la pérennité du système. Les politiques appliquées se basent au transfert des fonds des régions riches en forme de subventions, des travaux publics pour améliorer les infrastructures économiques et sociales pour garantir un minimum de niveau de vie. Ce transfert est possible dans une période d'expansion telle que nous l'avons vécu après la deuxième guerre mondiale.

Ces politiques ont eu des résultats positifs pour les îles, qui dans leur grande majorité ont pu profiter de la croissance générale enregistrée pendant cette période. Cela concerne surtout les îles qui se sont intégrées au système économique mondial par certaines de leurs activités (notamment le tourisme) en enravant ainsi leur déclin économique et démographique. Cette évolution positive enregistrée n'est pas le résultat d'un processus de développement propre aux îles mais les retombées de la diffusion du développement des régions dynamiques du continent.

Il s'agit d'un développement exogène (Aydalot, 1985 : 144-149) qui n'a permis ni la diminution de leur écart par rapport aux régions centrales ni la création d'un processus de développement local relativement autonome. Or, quand avec l'éclatement de la crise cette politique d'assistance externe n'a plus les moyens, les régions fragiles, dont les îles, se trouvent dans une situation délicate ; en dehors de la crise économique ils ont à gérer la crise sociale provoquée à cause de la déception pour le non accomplissement des *rêves* promis. La politique d'aménagement du territoire centralisée a montré ses limites malgré les sommes importantes de fonds dépensés.

Mais les politiques appliquées incorporent d'autres effets négatifs moins visibles à l'époque :

- le but de ces politiques est de créer à la périphérie des conditions analogues à celles des régions centrales pour pouvoir les concurrencer dans le cadre du marché ; la croissance enregistrée dans les îles qui réunissaient les conditions nécessaires était inadéquate aux spécificités insulaires : basée sur la monoculture et en utilisant de façon intense le facteur de production en abondance (en général une ressource naturelle) a provoqué la déformation économique, sociale, culturelle, écologique... des îles ;

- la dépendance de l'extérieur est sensiblement accrue à cause de la désarticulation de l'économie locale qui couvre de moins en moins les besoins locaux d'une part et du caractère extraverti de l'activité dominante de l'autre ;

- l'appui de leur développement d'une part sur des avantages comparatifs naturels dont le nombre et la quantité sont limités (voir restreint) et l'utilisation est difficilement modulable et d'autre part sur des produits avec une valeur ajoutée limitée et évoluant dans un contexte de concurrence accrue, ne permet pas l'accumulation nécessaire pour le décollage de l'économie locale. Au contraire les ressources humaines et les avantages comparatifs qu'elles peuvent *façonner* ont été

ressources humaines et les avantages comparatifs qu'elles peuvent *façonner* ont été totalement négligés ;

- la non prise en considération des externalités, comme étant en dehors de la logique des mécanismes du marché et contradictoire à la volonté d'atteindre des objectifs économiques quantitatifs en internalisant les profits (un certain niveau de revenu, rentabilisation du capital investi, etc.) ; les coûts externalisés de cette façon sont vivement ressentis par les îles à cause des séquelles laissées sur leur environnement, leur société, leur culture et leur avenir économique.

Autant de facteurs qui nous font aujourd'hui parler de *maldéveloppement* (Sachs, 1987 : vii) à propos des îles qui ont connu un plus ou moins important rythme de croissance pendant la période récente.

LE DEVELOPPEMENT INSULAIRE DANS LE CONTEXTE ACTUEL

La crise économique qui dure maintenant depuis presque vingt ans, doublée par une crise sociale et une crise environnementale ne peut plus être considérée comme une crise conjoncturelle, mais plutôt une crise du modèle dominant. Plusieurs voix se sont levées pour exprimer le besoin d'une voie différente de développement sans pour autant arriver jusqu'à aujourd'hui à former un modèle alternatif à celui du marché.

Pourtant des cassures sur l'aspect monolithique du modèle et sur sa prédominance indiscutable ont été portées à cause d'un nombre important de changements intervenus ces dernières années. Par la suite nous évoquerons les changements qui influencent plus directement le mode de développement insulaire :

- les changements technologiques permettent de reconsidérer l'impact des notions des économies externes et des économies d'échelle sur la structuration de l'espace et l'organisation du travail. En effet l'application de nouvelles technologies dans le domaine des communications rend non plus indispensable la présence physique sur le lieu des événements en allégeant ainsi la pression pour la concentration d'activités et des personnes ; leur application dans le domaine de la production (système de production flexible) revalorise le rôle des Petites et Moyennes Entreprises (PME). D'autres avancées technologiques (méthode de dessalinisation d'eau) modifient les limites imposées par la nature sans pour autant arriver à complètement substituer le capital naturel comme il a été imaginé ;

- la prédominance acquise par le tertiaire dans l'ensemble de la production des pays développés libère les régions insulaires des contraintes que l'insuffisance des ressources naturelles et le coût de transport des matières premières et des produits finis leur imposaient ;

- les changements intervenus dans les aspirations des populations en faveur d'objectifs qualitatifs tels que la préservation de la qualité de l'environnement, la préférence pour les cultures traditionnelles locales, l'amélioration de la qualité de vie, etc., rompt avec une tradition de quarante ans de quête de la croissance à tout prix. Cela valorise des modes de vie et des cultures *différentes* qui persistent surtout dans les espaces marginalisés et pourrait mettre un terme à la tendance vers l'uniformisation mondiale du modèle de la *société développée*. Or, la rationalité économique absolue et universelle n'est plus le seul facteur à prendre en compte et la croissance de la production le seul but à atteindre ;

- l'émergence du régional et du local comme des niveaux adéquats pour la régulation des déséquilibres du marché. En effet on assiste à un renforcement des initiatives à ces niveaux-là dans plusieurs domaines de la vie socio-économique avec comme objectif une meilleure gestion des problèmes locaux à un coût inférieur à celui de la politique d'aménagement du territoire exercée précédemment. Cette évolution coïncide avec un désengagement progressif des pouvoirs nationaux vis-à-vis des régions moins développées faute de fonds disponibles à transférer et la mise en cause de la planification telle que nous l'avons connue jusqu'alors ;

- l'impact économique de plus en plus important du temps libre et des activités qui lui sont liées à cause de l'élargissement du nombre des touristes et du temps disponible pour des loisirs et des vacances ;

- le besoin pour une vie plus discrète pour les couches sociales supérieures rend aujourd'hui *l'éloignement* et *l'isolement* plutôt comme un avantage qu'un inconvénient ;

- la demande croissante de *cols blancs* pour des lieux de travail et de vie situés dans un environnement de qualité ;

- enfin l'acuité des problèmes environnementaux au niveau mondial, régional et local impose une reconsidération du modèle dominant surtout par *internalisant* des coûts provoqués par l'homme sur la nature dans l'exercice de ses activités économiques.

On constate alors que ces changements modifient considérablement le contexte dans lequel évoluent les îles. Certaines caractéristiques naturelles des îles qui jusqu'alors étaient comme des *handicaps* et des *obstacles* au développement deviennent des atouts et les îles, ou au moins un certain nombre d'entre elles, se trouvent *en possession* de grandes quantités de ressources très convoitées par un consommateur avide tel que temps élément, environnement de qualité, rythme de vie raisonnable, superstructure à la taille humaine, cadre social et culturel agréable etc.

D'autres *handicaps* tels que le manque des ressources naturelles abondantes ont perdu dans une large mesure leur importance à cause de la tertiarisation de l'économie ; l'existence de la *matière grise* abondante devient

alors une nécessité. Les avantages comparatifs façonnés par l'homme peuvent se substituer aux avantages comparatifs naturels.

Cette évolution engendre un danger réel pour les îles : cela consiste à vendre à très bas prix leurs ressources naturelles -qui constituent sous les conditions actuelles leur avantage comparatif- jusqu'à leur épuisement (déformation de l'environnement naturel et bâti, conflits sociaux etc.) sous la pression des capitaux externes désireux de profiter de l'occasion offerte et de la population locale désireuse de croître rapidement son revenu et son niveau de vie restés très bas pendant une longue période. Ce choix risque de compromettre leur avenir sans pour autant déclencher le processus de développement qui contribuerait à l'atténuation des écarts par rapport aux régions développées. Un mouvement précaire d'atténuation des niveaux de vie pourrait pour autant créer des fausses impressions.

L'émergence du tourisme en tant que seule possibilité pour les îles pour sortir aujourd'hui du cercle vicieux du sous-développement sous la forme du faux dilemme *du tout tourisme ou rien* n'est que la projection du passé vers le futur. L'abandon des régions insulaires pendant plusieurs décennies a provoqué la dévalorisation de leur potentiel (hommes et capital fixe) en les privant aujourd'hui des choix alternatifs ; ceux-ci doivent être préparés à l'avance pour éviter les impasses.

La volonté des habitants des régions insulaires d'acquérir un niveau de développement équivalent à celui des autres régions de la zone économique à laquelle elles appartiennent -la Communauté Européenne en l'occurrence- est légitime. Cela n'évoque en aucun cas que les îles, les zones rurales et les agglomérations urbaines auront le même contenu de développement ; il se diversifiera étant donné les différents caractéristiques de ces espaces. Le maintien de grands équilibres économiques, sociaux et environnementaux doit être respecté afin que le développement promu soit écologiquement soutenable.

Or, une approche différente du problème insulaire dépassant les approches *classiques* de développement régional doit être appliquée. Nous essayerons par la suite d'évoquer certains principes qui, à notre avis, doivent caractériser une telle approche.

L'approche de la question insulaire ne peut pas se faire dans la logique des *externalités* qui constitue une des bases du mécanisme du marché où le critère suprême est la maximisation de la satisfaction des individus et des entreprises. L'absorption des effets de ces externalités par l'environnement économique, social et naturel des îles -dont la capacité de charge est particulièrement limitée comme nous avons vu- est extrêmement difficile et certainement beaucoup plus difficile que dans un espace beaucoup plus vaste. Ces externalités au niveau micro-économique sont des *internalités* au niveau macro-économique insulaire dont l'équilibre est en danger. Or, une approche systémique du problème de

développement insulaire s'impose d'autant plus qu'une telle approche est considérée comme la seule valable pour prendre en considération tous les aspects d'une réalité complexe qui ne se limite pas à l'économique. L'intégration de l'environnement comme un des principaux sous-systèmes au même niveau d'importance que les sous-systèmes économique et social s'avère nécessaire.

L'échec des stratégies exogènes de satisfaire les besoins des régions périphériques -devenu évident pendant les années qui ont suivi la crise économique des années soixante dix en montrant les limites du modèle appliqué jusqu'alors (modèle d'intégration fonctionnelle)- appelle des stratégies endogènes. L'approche du développement endogène met l'accent sur la valorisation des ressources et des dynamismes locaux à travers une division de développement spatial. Ce type de développement sera global, intégré, équilibré entre ses composantes économique, sociale, culturelle et environnementale, favorisant la petite échelle, animé et contrôlé par les forces locales (Aydalot, 1985). Or, la priorité n'est plus à l'efficacité économique au niveau le plus large possible, mais à la promotion du développement d'un espace concret et de la satisfaction des besoins de ses habitants sous une approche écosystémique.

Dans le cadre d'une telle approche, on pourrait proposer certains axes de développement pour les îles (Sophoulis et alii, 1990) :

- focalisation sur les ressources critiques qui posent des limites au développement ;
- précision des limites de différentes composantes de l'environnement pour préserver les processus naturels (carrying capacity) ;
- favoriser une production de qualité avec une valeur ajoutée élevée qu'une production de masse ;
- amélioration de l'environnement économique, social, culturel, technologique ;
- renforcement des activités pour le développement scientifique pour la production de savoir-faire et des innovations nécessaires ;
- préservation et mise en valeur du patrimoine naturel et culturel ;
- diversification et adaptabilité des interventions selon les caractéristiques particulières de chaque île.

Une tentative de classification des îles donne, d'après l'étude de l'Université de l'Égée, les catégories suivantes :

- îles dynamiques,
- îles stratégiques,
- îles monuments naturels,
- îles monuments culturels,
- îles *handicapées*,

où chaque catégorie a besoin d'une stratégie différente dont la mise en application ne dépend pas seulement des pouvoirs de décisions locales -car cela dépasse leur moyens- mais il y a besoin du support scientifique et économique externe. Cette intervention externe ne doit sous aucun prétexte mettre en porte-à-faux les

principes du développement endogène. Elle ne doit non plus être perçue comme un coût de solidarité sociale mais comme une aide permettant l'amorce d'un processus de mise en valeur de leur potentiel en diversifiant et complexifiant leurs structures au profit général (Matteaccioli, 1981 pp. 191-232).

Les options pour un développement économiquement et écologiquement soutenable ne sont pas nombreuses ; surtout quand on évolue dans le cadre d'une économie de marché ouvert et intégré et il est indispensable de créer de surplus *exportable* pour pouvoir *importer* les biens nécessaires afin d'atteindre le niveau de vie souhaité. Les activités créées pour répondre à ce besoin doivent engendrer et mettre en valeur les *matières premières* disponibles de telle façon que leurs objectifs à long terme soit atteints.

Si les îles de la première catégorie peuvent, avec des politiques adéquates (donner priorité absolue à l'achèvement des infrastructures des îles dans le cadre d'une politique de cohésion économique et sociale), affronter la concurrence dans le cadre du marché, pour celles des autres catégories il en est moins sûr. Une décision basée sur des principes et des valeurs différents doit se substituer au marché.

Dans le cas des îles stratégiques (îles portes-avions ou îles contrôlant une zone économique exclusive) les priorités politiques pour le maintien d'un niveau de vie décent pour la population locale ont un poids décisif. Dans les autres catégories le poids des valeurs de la société déterminera s'il y doit y avoir des politiques, et avec quel contenu afin, de ne pas gaspiller des ressources humaines et naturelles dont la non-valorisation ou la valorisation partielle et succincte appauvrit la société humaine et rend sa survie à long terme plus incertaine.

* *
*

La recherche pour une stratégie de développement insulaire doit prendre en considération les changements intervenus dans les différents domaines :

- l'acceptation que les objectifs d'une politique de développement ne doivent pas se limiter à la maximisation de la production et le besoin d'intégration d'objectifs qualitatifs ;
- la substitution de l'approche écosystémique à l'approche économique sectorielle ;

- la promotion des stratégies de développement endogène adaptée aux caractéristiques particulières des espaces à la place des stratégies exogènes pour un développement uniforme ;

- la position centrale des questions liées à l'environnement non seulement comme contraintes mais aussi comme atouts.

Dans ce contexte, le développement des îles n'est plus examiné comme un coût dont on décide de prendre en charge ou pas mais comme un besoin pour la société car cela contribuera à l'augmentation du produit et du bien-être national grâce à une meilleure utilisation de toutes les ressources. Pour y arriver il faut renouveler la pensée économique et trouver des modes de gestion adaptés aux réalités, aux besoins et aux aspirations actuelles.

BIBLIOGRAPHIE

- AYDALÔT P. (1985)
Economie régionale et urbaine, Economica, Paris
- CODACCIONI-MAISTERSHEIM A. (1989)
"Images d'île", Colloque sur le développement économique et l'identité culturelle des îles européennes, Ajaccio, 18-20 octobre 1989, *Cahiers de l'IDIM*, n° 1/89, pp. 30-36.
- HESS A. (1990)
"Sustainable development and environmental management of small islands", in Beller W. D'Ayala P., Hein P., *Sustainable development and environmental management of small islands*, Unesco, Paris, pp. 3-14.
- MATTEACCIOLI A. (1981)
Diversité régionale et cohérence nationale, Economica, Paris.
- SACHS I. (1987)
Development and planning, Cambridge University Press, Cambridge.
- SOPHOULIS K. et Ali (1990)
Pour un programme communautaire de développement insulaire, Université de l'Égée, Mytilini.
- SPILANIS I. (1992)
"Les îles européennes face à l'Union Economique et Monétaire", *Revue Coopérative Méditerranée*, n° 6, pp. 150-164.
- VERNIKOS N. (1990)
The islands of Greece, in Beller W. D'Ayala P., HEIN P., op.cit., pp. 141-167.

LE RETRAIT VITICOLE ET LES
CONDITIONS DE LA DIVERSIFICATION
AGRICOLE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON (1)

par

Jean-Marc TOUZARD (*)

RESUME

L'agriculture du Languedoc-Roussillon est durement touchée par le retrait économique et spatial de sa viticulture, sans qu'il n'y ait pour autant de diversification agricole massive. Les enseignements de la diversification agricole des années soixante et l'analyse des conditions actuelles de l'arrachage viticole montrent que les voies de diversification intensives sont bloquées par l'inertie des structures viticoles antérieures et par l'évolution de l'environnement économique et politique des exploitations. De nouvelles diversifications émergent pourtant de manière plus diffuse, traduisant les recompositions territoriales et sectorielles de l'agriculture régionale.

MOTS CLES

Languedoc-Roussillon - agriculture - diversification agricole - arrachage viticole.

ABSTRACT

Languedoc-Roussillon agriculture has been affected by a great reduction of vineyards, without any agricultural diversification. Lessons from regional diversification in the sixties and analysis of actual vineyards uprooting show how the process of agricultural diversification is strongly limited by inertia of inherited vine-growing structures and by evolution of economic and political external effects. However, new diversifications are emerging through territorial and sectorial transformations of Languedoc-Roussillon agriculture.

KEY WORDS

Languedoc-Roussillon agriculture - agricultural diversification - vineyards uprooting

(*) ENSAM, Laboratoire d'Economie Rurale, Montpellier.

(1) Cet article est la reprise d'une communication personnelle au séminaire *Eau, sol et diversification* organisé par l'ENSAM et la Chambre Régionale d'Agriculture en février 1992. Il a depuis été enrichi notamment par les apports d'une communication plus théorique à la session SFER de mai 1993, à paraître dans la revue *Economie Rurale*.